

Sénégal, Vietnam, Costa Rica : comment trois pays vulnérables s'adaptent au changement climatique

AFD publié le 07 Novembre 2022

<https://www.afd.fr/fr/actualites/trois-pays-adaptation-changement-climatique>

Si aucun pays n'est à l'abri des impacts du dérèglement climatique, certains y sont plus vulnérables que d'autres. C'est le cas du Vietnam, du Sénégal et du Costa Rica, trois pays que l'Agence française de développement accompagne dans leurs stratégies d'adaptation.

Le Vietnam fait face à la montée des eaux

Avec plus de 3 200 km de côtes, le [Vietnam](#) est l'un des pays les plus vulnérables aux conséquences du [changement climatique](#). Si le scénario d'une montée des eaux d'un mètre se réalise, 5 % des terres du pays pourraient disparaître, en particulier dans le delta du fleuve Mékong, menaçant la sécurité alimentaire et économique du pays.

L'augmentation des températures, conduisant à des sécheresses accrues et à une intensification des typhons, ainsi que les phénomènes plus complexes d'érosion fluviale et côtière, sont aussi le sujet de fortes inquiétudes. La situation tropicale du pays le rend fragile face aux changements de régime des pluies et aux températures très élevées. Le Vietnam a par ailleurs connu une urbanisation rapide ces 30 dernières années : d'ici 2050, les villes devraient abriter 60 % de la population vietnamienne. Elles devront donc impérativement améliorer leurs réponses aux dérèglements du climat.

Lire aussi : [« Avec 2 °C de plus, le Vietnam pourrait connaître une perte de 7 % de son PIB »](#)

Le gouvernement vietnamien a heureusement placé l'adaptation au changement climatique au cœur de sa stratégie de développement. Dès 2008, il a ainsi adopté un programme national NTP-RCC, ciblé sur les réponses au changement climatique. La prise en compte de ce dernier dans les politiques de développement du pays est désormais une priorité, notamment pour l'agriculture.

L'AFD apporte son soutien à cette stratégie d'adaptation de multiples façons. Une aide budgétaire pluriannuelle d'un montant total de 200 millions d'euros a d'abord été accordée sous forme de prêt via le [programme SP-RCC](#), de 2010 à 2020. En parallèle, l'AFD a financé des études permettant d'évaluer les impacts du changement climatique sur le pays et les solutions pour y faire face, comme le [programme Gemmes Vietnam](#), ainsi que [des projets de recherche plus ciblés](#) visant, par exemple, à mieux comprendre les régimes de crue et d'abaissement du débit du Mékong. Le Groupe a aussi accompagné [un projet](#) permettant de renforcer les connaissances des fonctionnaires sur la résilience au changement climatique dans plusieurs villes vulnérables.

De façon plus visible, l'Agence française de développement a aussi permis au Vietnam de se doter de nouveaux équipements. Dans la province de Ninh Binh, [un nouveau barrage-écluse](#) permet depuis mars 2022 de ralentir la salinisation de l'eau douce due à l'augmentation du niveau de la mer. À Diên Biên Phu, [un programme finance la construction et l'exploitation d'ouvrages hydrauliques](#) le long de la rivière afin de réduire l'érosion des berges et les inondations urbaines. Tandis qu'à Lào Cai, l'AFD soutient avec la région Nouvelle-Aquitaine [un projet mis en place par l'ONG Agrisud](#) visant à

développer des pratiques agricoles durables pour renforcer la sécurité alimentaire et améliorer la qualité de vie des habitants de la province.

Au total, sur la période 2006-2020, 1,1 milliard d'euros ont été consacrés à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ses effets au Vietnam, à travers 31 projets et programmes de développement.

Le Sénégal veut se mettre à l'abri des inondations

Les projections sur les impacts du dérèglement climatique au [Sénégal](#) mettent en évidence une augmentation de la fréquence des épisodes pluvieux de forte intensité, avec pour conséquence des dommages matériels et humains importants dans les zones urbaines denses du pays. La capitale Dakar est l'une des villes où les enjeux sont les plus importants : sa périphérie est déjà touchée par des inondations presque chaque année. Mais d'autres centres urbains comme Kaolack, Saint-Louis, Diourbel ou Bakel les subissent également.

Pour y faire face, les investissements nécessaires sont estimés à plus de 2 milliards de dollars (2,04 milliards d'euros) sur la période 2016-2035 pour renforcer les infrastructures de drainage et mieux planifier les écosystèmes urbains du pays.

Le Sénégal [ambitionne aussi de protéger 500 000 hectares de forêts](#), d'en planter autant, et de réduire de 90 % ses espaces vulnérables aux feux de brousse. Un Plan national d'adaptation aux changements climatiques est en cours d'élaboration avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

L'AFD apporte son concours à cette politique d'adaptation en finançant notamment des projets luttant contre les inondations. Dans la banlieue de Dakar, elle a soutenu [la construction d'un système de dix bassins de rétention d'eau et collecteurs gravitaires](#) permettant d'évacuer les eaux de pluie, ainsi que la création de réseaux de collecte des eaux usées, à l'aide d'un prêt et d'une subvention d'un montant total de 65 millions d'euros.

Lire aussi : [L'AFD et le climat et la biodiversité au Sénégal](#)

L'AFD [accompagne également le ministère du Renouveau urbain et du cadre de vie](#) sur la réalisation d'une cartographie nationale du risque d'inondation, sur l'identification des mesures adaptées pour réduire la vulnérabilité des zones urbaines et sur l'acquisition d'outils de surveillance en temps réel du risque.

Un [soutien particulier est aussi apporté aux populations rurales](#) afin de renforcer leur résilience face aux variations pluviométriques, aux difficultés d'accéder aux moyens de production, aux pratiques peu performantes et non respectueuses de l'environnement, grâce à la diffusion d'un modèle d'agriculture familiale efficace et durable.

Le Sénégal compte aussi parmi les partenaires du programme [AdaptAction](#). Celui-ci accompagne 15 pays particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique dans la mise en œuvre de leurs stratégies d'adaptation, à travers une assistance technique et des activités de renforcement de capacités. AdaptAction appuie notamment l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans le système éducatif aux niveaux de l'élémentaire, du moyen et du secondaire, de la formation professionnelle, ainsi que dans les universités et les écoles du supérieur, afin d'aider les futurs citoyennes et citoyens à faire face aux effets du changement climatique.

Le Costa Rica lance un plan national de résilience

Le Costa Rica est membre du [groupe V20](#), qui réunit 20 pays très vulnérables au changement climatique. Bordé par l'océan Atlantique à l'est et l'océan Pacifique à l'ouest, le pays est confronté à la montée des eaux, mais aussi à la sécheresse, en particulier dans le Nord-Ouest. Il est également menacé par des pluies de plus en plus violentes susceptibles d'entraîner des inondations, comme cela a été le cas cette année avec des routes coupées, des infrastructures détruites et des populations démunies sans électricité ni eau.

Lire aussi : [Entre érosion côtière et montée des eaux, quel avenir pour la Martinique ?](#)

« En parallèle de son action en matière de décarbonation de son économie, le Costa Rica a également développé une politique nationale d'adaptation au changement climatique. Depuis avril 2022, il peut également s'appuyer sur son premier Plan national d'adaptation pour la période 2022-2026 », observe Matthieu Robin, responsable du bureau AFD au Costa Rica. [Le document](#) fait office de feuille de route visant à améliorer la résilience du pays aux impacts du changement climatique. Il a été élaboré de façon participative, à travers 40 assemblées et 30 réunions bilatérales impliquant plus de 150 institutions représentatives des secteurs public, privé, et de la société civile dans toutes les régions du pays.

Ce plan définit six axes prioritaires : la gestion des connaissances sur les effets du changement climatique, l'aménagement du territoire, la gestion des écosystèmes, les services publics et les infrastructures, l'agriculture et la finance.

L'Agence française de développement a mené plusieurs actions contribuant à l'adaptation du pays. L'une d'elles a consisté à accompagner le Système national des aires de conservation (Sinac) à développer un système de suivi de l'état des [mangroves](#), alliées indispensables pour faire face à l'érosion côtière et aux submersions marines. À travers son [Initiative mangroves](#), le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) y mène quant à lui un projet pilote de restauration de mangroves dans le nord du territoire.

Une étude a également été financée pour identifier les infrastructures « vertes et bleues », à la fois utiles pour préserver les écosystèmes et limiter les impacts négatifs du changement climatique. Un projet pilote permettant la restauration d'une forêt située en bord de rivière a ainsi été soutenu afin de mieux protéger la ressource en eau. Dans les prochaines années, l'offre d'eau potable devrait en effet baisser de 50 à 85 % dans sept zones du pays.

Officialisé en 2021 au Congrès mondial de la nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), un programme d'échanges entre la région Sud (Provence-Alpes-Côte d'Azur) et le Costa Rica, [Duo-Diversité](#), favorisera quant à lui durant trois ans le partage d'expériences et de solutions opérationnelles en matière d'éco-tourisme, de préservation de la biodiversité, de gestion des aires protégées et de ressources en eau. L'AFD soutient ce projet de 2,2 millions d'euros à travers un financement de plus d'1 million d'euros.

Articles les plus lus

[L'adaptation au changement climatique, c'est quoi ? Octobre 2022 : l'AFD soutient 29 nouveaux projets d'OSC françaises](#) [Odile Conchou : « Chaque année, 500 milliards de dollars vont à des projets qui peuvent détruire la nature »](#) [Troisième sommet FICS pour une reprise verte et durable](#)